

1999
765

Organisation Internationale du Travail
Bureau de zone "Afrique de l'ouest"

**ETUDE SUR L'IMPACT DES POLITIQUES D'INVESTISSEMENT
SUR L' EMPLOI ET LA PAUVRETE AU SENEGAL (IPRE)**

PROFIL : MACRO-ECONOMISTE FINANCIER

□□□□□□□□□□□□□□

PROPOSITION TECHNIQUE

AFRICONSLT s.a.

Novembre 1999

Dakar, le 22 novembre 1999

Monsieur le Directeur
de l'Organisation Internationale
du Travail, S/C Bureau de zone
Afrique de l'Ouest
Dakar

Vos réf : Votre appel d'offres
dans le «soleil» du 09/11/99

Nos réf : OD/VD/n°

Objet: Proposition technique

Monsieur le Directeur,

Suite à votre appel d'offres cité en référence et portant sur l'étude de «L'impact des politiques d'investissement sur l'emploi et la pauvreté au Sénégal (IPRE)», vous trouverez ci-jointe notre proposition technique pour le profil : **Macro-économiste financier.**

Notre consultant principal pour cette spécialité est monsieur **Mamadou Lamine Dia.** Titulaire d'un DEA en macro-économie appliquée, il prépare actuellement sa thèse de doctorat d'Etat en « monnaie-finances-banque ».

Vous trouverez en annexe son curriculum vitae ainsi que les références de notre cabinet.

Nous restons à votre disposition pour toute information complémentaire.

Veillez agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de notre considération distinguée.

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'H. Thi' with a long horizontal stroke underneath.

M. Serigne MBaye THIAM

AFRICONCONSULT S.A.
L'Administrateur Général

SOMMAIRE

| | |
|--|-----------|
| PREMIERE PARTIE : INTRODUCTION | 2 |
| 1.1 PROBLEMATIQUE | 2 |
| 1.2-REVUE DE LA LITTERATURE..... | 3 |
| 1.3 OBJECTIFS..... | 5 |
| DEUXIEME PARTIE : METHODOLOGIE | 7 |
| 2.1 POLITIQUES PUBLIQUES | 7 |
| 2.2 INVESTISSEMENTS PUBLICS..... | 8 |
| 2.3 SYSTEME FINANCIER ET BANCAIRE | 8 |
| 2.4 PLAN..... | 9 |
| TROISIEME PARTIE :MOYENS HUMAINS ET MATERIELS | 10 |
| 3.1 EQUIPE D'INTERVENTION..... | 10 |
| 3.2 MOYENS MATERIELS | 11 |
| QUATRIEME PARTIE : DUREE ET CALENDRIER D'INTERVENTION | 12 |
| 4.1 DUREE PREVUE..... | 12 |
| 4.2 CALENDRIER D'INTERVENTION | 12 |

ANNEXES :

CV DE MONSIEUR **MAMADOU LAMINE DIA** ,
SPECIALISTE EN MACRO-ECONOMIE ET FINANCES

EXTRAIT DES REFERENCES DE AFRICONSULT s.a.

PREMIERE PARTIE : INTRODUCTION

1.1 PROBLEMATIQUE

Depuis le début des années quatre vingt dix, une attention particulière est accordée à la lutte contre la pauvreté. Mais lutter contre celle ci, c'est avant tout circonscrire le concept de pauvreté, réaliser un profil opérationnel en cernant les causes profondes et formuler de bonnes stratégies de lutte contre ce fléau.

C'est dans le souci de contribuer à la solution de ce problème que s'inscrit notre étude La pauvreté de masse amplifiée par des disparités sociales et la déliquescence du tissu social apparaît donc aujourd'hui comme l'une des préoccupations majeures de la plupart des pays en voie de développement.

Tout a commencé au début des années 70, où on a assisté en Afrique à un enchaînement de circonstances mal maîtrisée. Cela débute avec l'évolution à la hausse des prix des matières premières en 1970 et la crise du pétrole de 1973 qui ont créé dans les milieux dirigeants une véritable euphorie. Elle se produit avec une politique d'endettement inconsidérée pour des investissements publics le plus souvent improductifs, l'absence d'intérêt pour l'agriculture avec comme conséquence la situation de délabrement dans laquelle celle ci s'enfonce, la dilapidation des fonds publics, enfin plus récemment, des politiques d'ajustement visant à réduire les dépenses mal ajustées aux réalités.

L'objectif principal de ces politiques d'ajustement des années 1980, était de rétablir les grands équilibres macroéconomiques. Après dix années d'exécution, un constat d'échec s'impose au Sénégal comme dans la plupart des pays africains engagés dans ce processus d'ajustement: persistance des déficits, faiblesse de la croissance, faiblesse de l'espérance de vie, dégradation du cadre de vie pour ne citer que ceux là .C'est dire que les objectifs de rééquilibrage financier ne peuvent être atteints sans la prise en compte des problèmes sociaux tel que la pauvreté. Ce qui a permis à la Banque Mondiale d'introduire la notion de dimension sociale de l'ajustement structurel conçue comme une parapluie, une protection de couches sociales les plus défavorisées.

Enfin, avec la récente dévaluation du FCFA, un programme de réformes structurelles adopté par le gouvernement sénégalais a prévu une allocation budgétaire de 15 milliards de FCFA destinée à atténuer les effets négatifs de court terme de l'ajustement monétaire par les couches les plus vulnérables. Ce vaste programme connu sous le nom de "Filet Social" initié par le FMI et la BM , témoigne aussi de l'importance que les décideurs publics accordent à la pauvreté.

Car ici au Sénégal, où le revenu par tête est relativement faible (640 dollars)avec une pression démographique très forte (taux de croissance de la population 3,0%),de tels changements peuvent précipiter certains ménages dans la pauvreté ou en tirer d'autres, en leur faisant franchir la limite entre un niveau de vie supportable et la faim.

C'est donc dans la détresse et la misère de l'existence des individus que la pauvreté se manifeste. La pauvreté n'implique pas seulement une pénurie d'éléments nécessaires ou bien-être matériel, mais aussi l'absence d'opportunités qui permettraient de bénéficier d'une existence tolérable. La vie peut aussi être prématurément écourtée. L'existence peut se révéler pénible, douloureuse ou hasardeuse, Elle peut être dépourvue d'accès à la connaissance et de contacts avec le monde. Elle peut encore ignorer la dignité, la confiance et le respect de soi-même ou d'autrui.

Ceux sont là autant d'aspects de la pauvreté qui limitent et qui brisent des millions de Sénégalais dans cette fin du 20^e siècle.

L'estimation des niveaux de pauvreté est de ce fait une tâche à la fois importante et délicate, et particulièrement lorsque le pays suit un programme d'ajustement.

1.2-REVUE DE LA LITTERATURE

La problématique de la lutte contre la pauvreté concept relativement nouveau apparu à travers la lutte pour le développement, figure en bonne place dans la littérature économique.

Carlo del Vinno (1994) a essayé de montrer comment la pauvreté est générale et persistante à Conakry et d'explorer ses causes. Il a ainsi fixé un seuil de pauvreté qui distingue les pauvres des non-pauvres en choisissant le concept de pauvreté alimentaire. Il définit le seuil de pauvreté comme étant le niveau des dépenses réelles par tête nécessaire pour un individu d'acquérir un niveau maximum de consommation journalière de kilo-calorie.

Pour cette consommation minimale, journalière, Monsieur Vinno a choisi les 2000 calories par personne et par jour exigées par la FAO (1972). C'est dire qu'il n'a pas considéré les équivalents adultes dans le calcul de son seuil de pauvreté à Conakry. L'auteur a fait abstraction des différences qui existent dans la dimension et la composition des ménages. Ces différences doivent être prises en considération par l'utilisation des coefficients de conversion qui expriment le besoin de chaque membre de la famille, de la famille en une unité de consommation qu'est l'équivalent adulte.

*Quant à madame Caroline Moser(1996)experte à la Banque Mondiale, elle a campé son sujet à partir d'une prospection menée comparativement à travers quatre communautaires urbaines déshéritées de pays en développement: Lusaka en Zambie, Guayaquil en Equateur, Manille et Budapest.

Son étude a permis de mesurer la vulnérabilité des ménages défavorisés face à l'adversité de la pauvreté. madame Moser a choisi le capital humain comme déterminant essentiel de la pauvreté.

Selon elle, le capital humain est pénalisé lorsque les services sociaux comme l'éducation sont réduits et que la population n'est pas en mesure d'utiliser ses talents et ses connaissances de façon productive, faute de transport, d'eau, d'électricité ou de soins de santé.

C'est ainsi qu'elle recommande la mise en place d'infrastructures de base, l'atténuation des contraintes qui pèsent sur la main d'œuvre féminine, l'amélioration des soins aux enfants, la préservation du capital social constitué par les normes, la consolidation de l'impact des politiques macro-économiques.

Certes ces quatre communes présentent la particularité d'évoluer dans un environnement économique qui s'est dégradé dans les années 80, mais on peut reprocher l'auteur de ne pas prendre en considération les caractéristiques particulières des ménages des quatre villes. Celles-ci peuvent être un indicateur pour la structure du capital humain.

*L'Institut National de la Statistique et la Démographie (INSD) du Burkina Faso a étudié le profil de pauvreté à partir des données de l'enquête priorité d'Octobre 1994 à Janvier 1995. Cette étude a pour objectif de cibler les groupes particulièrement démunis par le biais des indicateurs de revenus, de dépenses, de satisfactions des besoins et d'accès aux services de base comme la santé, le logement et l'éducation.

Sur la base d'un besoin calorique alimentaire journalier adulte évalué à 2283 calories et la structure des dépenses de ménages, le seuil national de la pauvreté a été établi à 41.099F par adulte et par an. Ainsi 44,5% des burkinabés vivent en dessous de ce seuil national.

Cependant, une étude empirique supplémentaire serait davantage intéressante pour expliquer les facteurs déterminants de la pauvreté, même si l'établissement de ce profil pourrait être appréciable dans la comparaison du niveau de vie des deux pays de la zone franc.

*Afin d'analyser l'évolution de la pauvreté en période d'ajustement structurel, une étude empirique sur les niveaux de vie des ménages en Côte d'Ivoire a été faite par Christian Grootert et Ravi Kamurb. Le but de l'étude est de générer un consensus sur un programme directeur et opérationnel qui assure l'intégration des mesures et de lutte contre la pauvreté.

Pour expliquer l'évolution des facteurs de la pauvreté, les auteurs ont délibérément choisi de ne pas construire un modèle général compliqué. La méthode utilisée est plus éclectique. Ils ont pris en compte à la fois les aspects revenus /dépenses de la pauvreté, alors que pour la satisfaction des besoins élémentaires, l'analyse portera sur les dépenses de l'état dans les grands secteurs sociaux de l'éducation de la santé et du logement.

Ainsi, cette méthode a permis d'identifier les profils de pauvreté et les groupes vulnérables. Ce qui donne aux autorités ivoiriennes la possibilité de concevoir un ajustement structurel sensible à la pauvreté et aux préoccupations sociales.

A la suite de leur modèle très simple, Christian et Ravi recommandent la conception et le suivi de programmes de dépenses publiques prioritaires destinées aux couches pauvres de la population, programmes dont la protection dans le cadre de la réorganisation des dépenses publiques doit être assurée et la promotion de mécanismes visant à encourager la

participation des associations communautaires à la conception ainsi qu'au suivi des politiques et programmes socio-économiques

*Enfin, nous allons terminer cette analyse théorique par le rapport du Programme des Nations Unies pour le Développement de 1997, document intitulé "Rapport Mondial sur le Développement Humain 1997".

Constituant la principale organisation des Nations consacrée à la lutte contre la pauvreté, ce programme est bien placé pour travailler avec d'autres composantes du système des Nations Unies pour aider les pays du globe dans leurs programmes de lutte contre la pauvreté.

Le message essentiel du rapport est que la pauvreté n'est plus une fatalité. Le monde dispose des ressources et du savoir-faire nécessaires pour faire disparaître totalement la pauvreté en moins d'une génération. Ceci est un objectif pratique et réalisable.

Pour le PNUD, la pauvreté possède une multiplicité de visages et va bien au delà d'une insuffisance de revenu. La pauvreté se reflète aussi dans de mauvaises conditions de santé ou d'éducation dans le manque d'accès au savoir et aux possibilités de communications, dans l'impossibilité d'exercer des droits publics et faire valoir les droits de la personne humaine et dans l'absence de dignité, de confiance et de respects de soi-même.

Derrière ces visages de la pauvreté décrits par le PNUD, se cache une réalité sinistre faite de vies sans espoirs et sans possibilités de choix et bien souvent, de gouvernements et de pouvoirs publics dépourvus de moyens d'y faire face.

Le seul problème, et qui serait vraiment très intéressant en cas de possibilité, est de savoir comment mesurer empiriquement tous ces facteurs explicatifs de la pauvreté. Il nous paraît donc important de trouver des moyens pour quantifier ces indicateurs afin de mieux apprécier la pauvreté, ce qui faciliterait le ciblage des autorités publiques, même si le PNUD a proposé des solutions pour l'éradication de la pauvreté.

Le défi de la mobilisation des ressources s'exprime donc principalement en termes de recadrage des propriétés et d'intégration consécutive de ces priorités dans un nouveau schéma de croissance en faveur des pauvres

1.3 OBJECTIFS

La réduction de la pauvreté est l'un des objectifs principaux des politiques économiques des pays en développement. Il y a plusieurs moyens pour atteindre ces objectifs, mais chacun d'eux est associé à des coûts.

En revanche, la politique économique qui poursuit des objectifs fondamentaux a elle-même plusieurs composantes dont la politique budgétaire, la politique monétaire, la politique commerciale et les politiques structurelles.

Ainsi, l'objectif principal, que nous visons dans cette étude est de voir par quels mécanismes ces politiques économiques atténuent la pauvreté. Et, une stratégie à voie unique s'impose: réaliser une croissance économique durable. Mais la distribution de la croissance est aussi importante que son rythme,. de ce fait le meilleur moyen de réduire la pauvreté et d'adopter des politiques de croissance à forte intensité de main-d'œuvre qui améliore l'emploi et le revenu des pauvres..

DEUXIEME PARTIE : METHODOLOGIE

Quand on parle de pauvreté, de mesures et de politiques économiques, plusieurs choix méthodologiques s'offrent. La pauvreté est en fait un problème multidimensionnel et des approches ont été proposées et utilisées dans la littérature. Mais aussi parler des politiques économiques avec ses différentes composantes, nécessite la mise en place de modèles économiques de développement.

2.1 POLITIQUES PUBLIQUES

1)Analyse critique des politiques macro-économiques

On doit évaluer les politiques économiques, calculer des ratios et faire des comparaisons de taux par rapport à l'évolution de chacune de ces politiques.

2)Impact quantitatif des principales politiques sur l'emploi et la réduction de la pauvreté.

- Calcul de ratios.
- Régression simple pour estimer le degrés d'explication de l'emploi par les dépenses publiques

3) Relation empirique entre les investissements et l'emploi, les investissements et la pauvreté

-Calcul du surplus des consommateurs: une mesure de bien être changeant entre deux états (p^0, y^0) avant les investissements (p', y') après, peut être définie comme la somme des variations du revenu de ces derniers.

4) relation complémentaire ou conflictuelle entre les investissements publics et privés

calcul de coefficients de corrélation entre investissement et emploi d'une part et investissement public et privé d'autre part : Analyse

5) Stratégie et politique économique.

Augmentation des investissements publics qui contribuent directement à la réduction de la pauvreté dans les deux grands domaines du budget de l'Etat.

- Les infrastructures et les services d'appui (irrigation, vulgarisation agricole...)
- Les services sociaux (éducation de base, santé, planification rurale)
-

2.2 INVESTISSEMENTS PUBLICS

1) évaluation des méthodes et outils de détermination des objectifs

- enquêtes complémentaires + ESAM + ESP
- modèles économétriques
- tests d'hypothèses de comparaison
- logiciels: ESP - SPSS

2) Evaluation des conditions et contraintes techniques

- préparation des données
- examen détaillé des outils
- schéma planifié à respecter
- moyens techniques
- disponibilité des partenaires

2.3 SYSTEME FINANCIER ET BANCAIRE

1)analyse globale du système bancaire

- analyse de l'état actuel des banques, leur fonctionnement, leur impact sur le financement de l'économie,
- calcul de ratio d'endettement, de recouvrement et de liquidité

2)-contrainte politique

- objectif purement commercial, aucun objectif de développement économique,
- internalisation financière,
- déréglementation financière,
- poids du taux d'intérêt mondial.

Conséquence: détournement total des objectifs nationaux.

3)Recommandations

- banques de développement adaptées aux réalités économiques du pays
- conditionnalités souples
- taux d'intérêt progressif suivant la nature et l'objet du prêt

- taux d'intérêt économique pour l'accès au crédit du secteur informel et des GIE
- reformes du système et du mécanisme de fonctionnement de la CNCAS

2.4 PLAN

Grille D'analyse

- cadre conceptuel d'ensemble
- évaluation du niveau d'emploi
- étude des principales sources de revenu des ménages

Evaluation des besoins

- logistiques / humaines
- donnés

Tâches Spécifiques

- préparation des données
- choix des modèles et des hypothèses de travail
- utilisation de l'ordinateur
- analyse des résultats
- suggestion pour une politique d'emploi
- document final

Bibliographie

TROISIEME PARTIE : MOYENS HUMAINS et MATERIELS

3.1 EQUIPE D'INTERVENTION

Pour mener à bien cette mission, le cabinet AFRICONSULT s.a met à la disposition de l'OIT :

Monsieur Serigne Mbaye THIAM : associé - manager

Diplômé d'Expertise Comptable en France, justifiant de 18 ans d'expérience professionnelle en Europe et en Afrique, actuellement Administrateur général du Cabinet AFRICONSULT s.a. M. THIAM est l'associé responsable de la mission, il signera le rapport avec l'expert/consultant chargé de l'étude.

M. Oumar DIAGNE : Superviseur

Auditeur diplômé, du CESAG, Professeur certifié de Techniques Quantitatives de Gestion, et Directeur technique du cabinet Africonsult s.a., Monsieur DIAGNE justifie de 8 années d'expérience en cabinet et dans l'enseignement supérieur (CESAG, ISM, ISADE).

Monsieur DIAGNE connaît bien les procédures et normes de rapport de l'OIT, pour avoir coordonné une mission d'audit et d'évaluation d'impact du projet SEN-005 de BIT/ACOPAM. Il a aussi présenté et défendu les conclusions de cette mission devant les principaux partenaires du Sénégal et du Burkina-Fasso.

Il aura à charge, de suivre ce dossier pour le compte du cabinet, notamment d'assister l'Expert/consultant dans sa réalisation (suivi des conditions matérielles de réalisation, coordination avec le BIT), et au moment de la rédaction des rapports

Monsieur Mamadou Lamine Dia

Titulaire d'un DEA en macro-économie appliquée et préparant une thèse de doctorat en monnaie finance et banque, Monsieur DIA est chercheur à l'Université Cheikh Anta DIOP de Dakar et dispense des cours dans différents établissements d'enseignement supérieur de la place. Il sera responsable de la qualité technique du dossier. Il rédigera les rapports qu'il co-signera, et représentera le cabinet AFRICONSULTS.a lors des réunions et rencontres techniques.

3.2 MOYENS MATERIELS

Le Cabinet AFRICONSULT s.a. dispose :

- ◆ D'une documentation variée dans les domaines économique et social, notamment sur les thèmes de la pauvreté, de l'emploi et des investissements
- ◆ De cinq (5) ordinateurs pentium
- ◆ D'une imprimante lazer : HP-LASERJET 1100
- ◆ D'une imprimante couleur : HP-DESKJET 690
- ◆ D'un fax
- ◆ D'un standard téléphonique avec deux lignes extérieures et des mobiliers et matériels de bureaux
- ◆ De trois adresses e-mail

Un bureau sera mis à disposition de l'expert consultant pendant toute la durée de la mission

QUATRIEME PARTIE : DUREE ET CALENDRIER D'INTERVENTION

4.1 DUREE PREVUE

La mission est prévue pour une durée de 10,5 personnes/ semaines étalées sur deux mois à partir de la date de signature du contrat, répartie de la manière suivante entre les différents intervenants

- | | |
|-----------------------|-------------|
| ➤ Associé – manager | 0,5 semaine |
| ➤ Superviseur | 2 semaines |
| ➤ Expert – consultant | 8 semaines. |

4.2 CALENDRIER D'INTERVENTION

Les Chronogrammes ci-après donnent pour chaque membre de l'équipe, la durée et le calendrier d'intervention.

.

PLAN DE TRAVAIL ET CALENDRIER DU PERSONNEL

■ = travaux de bureau
 ■ = travaux de terrain

| Nom | Poste | Tâches Activités | Semaines (sous forme de diagrammes à barres) | | | | | | | | Nombre de semaine' 0.25 | | | | | | | | | |
|---|----------------------|------------------------------|--|---|---|---|---|---|---|---|----------------------------|--|--|--|---|--|--|--|--|------|
| | | | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | | | | | | | | | | |
| M. Serigne Mbaye THIAM | Associé - manager | La revue associé | ■ | | | | | | ■ | | | | | | | | | | | 0.25 |
| | | La co-signature des rapports | | | | | | | ■ | | | | | | ■ | | | | | 0.25 |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| DUREE TOTALE D'INTERVENTION EN NOMBRES DE SEMAINES | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0.5 |

Veuillez agréer, Mesdames / Messieurs, l'expression de notre considération distinguée.

Signature : _____
 (Représentant autorisé)
 Nom : _____
 Titre : _____

PLAN DE TRAVAIL ET CALENDRIER DU PERSONNEL

 = travaux de bureau
 = travaux de terrain

| Nom | Poste | Tâches Activités | Semaines (sous forme de diagrammes à barres) | | | | | | | | Nombre de semaine' | | | |
|---|----------------------------|--|--|---|---|---|---|---|---|---|--------------------|---|--|---|
| | | | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | | | | |
| M. Mamadou lamine DIA | Macro-économiste financier | Cadre conceptuel d'ensemble | ▬ | | | | | | | | | | | 1 |
| | | Evaluation du niveau de l'emploi | | ▬ | | | | | | | | | | 1 |
| | | Etude des principales sources de revenus des ménages | | | ▬ | | | | | | | | | 1 |
| | | Préparation des données et choix des modèles | | | ▬ | | | | | | | | | 2 |
| | | Analyse des résultats | | | | | | ▬ | | | | | | 1 |
| | | recommandations | | | | | | | ▬ | | | | | 1 |
| | | Restitution du rapport final | | | | | | | | | | ▬ | | 1 |
| DUREE TOTALE D'INTERVENTION EN NOMBRES DE SEMAINES | | | | | | | | | | | 8 | | | |

Veuillez agréer, Mesdames / Messieurs, l'expression de notre considération distinguée.

Signature : _____

(Représentant autorisé)

Nom : _____

Titre : _____

PLAN DE TRAVAIL ET CALENDRIER DU PERSONNEL

 = travaux de bureau
 = travaux de terrain

| Nom | Poste | Tâches Activités | Semaines (sous forme de diagrammes à barres) | | | | | | | | Nombre de semaine' |
|---|-------------|---|---|---|---|---|---|---|---|---|--------------------|
| | | | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | |
| M. Oumar Diagne | Superviseur | Superviser la mission pour le compte du cabinet, contrôle du respect du calendrier proposé ect... |  | | | |  | | |  | 0,5 |
| | | Assister le consultant dans la réalisation de la mission |  | | | |  | | | | 0.5 |
| | | Assister le consultant lors de la rédaction des rapports | | | |  | | |  | | 1 |
| | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | |
| DUREE TOTALE D'INTERVENTION EN NOMBRES DE SEMAINES | | | | | | | | | | | 2 |

Veillez agréer, Mesdames / Messieurs, l'expression de notre considération distinguée.

Signature : _____
 (Représentant autorisé)
 Nom : _____
 Titre : _____

ANNEXE :

CV DE MONSIEUR MAMADOU
LAMINE DIA, SPECIALISTE MACRO -
ECONOMIE ET FINANCES

CURRICULUM VITAE

Nom : DIA
Prénom : Mamadou Lamine
Date et Lieu de Naissance : 31 Août 1963 à Kaolack
Nationalité : Sénégalaise
Situation Matrimoniale : Célibataire sans enfants
Adresse : S/C de Soda Diene Rue 23X2 Médina Dakar
Téléphone : Dom 826-95-05
Bur 824-50-24

DIPLOMES OBTENUS

1986 : BAC série D
1993 : Licence : Gestion des entreprises : Mention Assez Bien
1995 : Maîtrise : Gestion des entreprises
199-1998 : DEA en Macro-économie Appliquée : Programme de Troisième Cycle Interuniversitaire (PTCI)
Option : Monnaie-Finances-Banque
Thésard d'état en Monnaie-Finances-Banque

EXPERIENCES PROFESSIONNELLES

Stages

Août-Septembre 1993 : SENELEC : Finances-Comptabilité
Nov-Décembre 1994 : Unité de Coordination des projets d'Education (UCP) : Comptabilité
Avril-Mai 1994 : Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan : Direction de la planification Stage pour mémoire de fin d'études
Septembre 1995 : SENELEC : Etudes Economiques Générales (EEG)
Fev-Avril 1998 : SENELEC : Direction Contrôle de Gestion (DCG)

Contrat de travail

Mars 1997-Décembre 1998 : Responsable Financier du projet SEATS/USAID en charge de l'initiative urbaine
Janvier-Avril 1999 : Administrateur-Gestionnaire du sous projet « Qualité des services » / John Snow Inc/JSI

Connaissances informatiques

Dispose d'une bonne connaissance de l'outil informatique : Bonne connaissance des logiciels tels que :
Windows, Excel, Word-perfect, Lotus 123, Acces, Spss ...
Logiciels comptables : Powerpoint, Saari

Dans l'enseignement

Chargé de cours d'Economie et de Gestion à l'Institut Privé de Gestion (IPG), à la Chambre de Commerce de Dakar et à l'Institut Supérieur de Management (ISM)

Séminaires

- 1 – Séminaire de formation de trois semaines organisé par le CODESRIA sur : « Les techniques quantitatives dans les recherches en sciences sociales »
Université d'été à Dakar-Bourguiba 13 Juillet-2 Août 1998
- 2 – Séminaire international sur l'équité et la croissance par la recherche Novembre 1998 au Méridien Président

Publications

- 1 « Impact de la dévaluation du FCFA sur l'économie sénégalaise ». Mémoire de maîtrise
- 2 « Devenir du FCFA face à la monnaie unique européenne
- 3 Participation à l'élaboration, à l'exécution et à l'analyse de l'enquête PME/PMI du Fonds Européen de Développement
- 4 « Les déterminants de la pauvreté urbaine : Le cas de la ville de Dakar » Mémoire de DEA

Domaines de recherche

Etudes sur les ménages – pauvreté – marché du travail – Etudes et évaluation des projets de développement – Taux de change – marché financier – Analyse monétaire

AUTRES ATOUTS

- Personne de contact facile
- Sens des négociations
- Sens de la responsabilité et de la hiérarchie
- Aimer travailler en équipe/ Goût du travail bien fait

REFERENCES

- Monsieur Samba THIAM : Ex- représentant résident du FMI
- Monsieur Karamoko KANE : Assesseur de la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FASEG)
- Monsieur Lamoth MBAYE : Directeur de Cabinet du président du Conseil Economique et Social
- Monsieur Abdoulaye SECK : Economiste – Statisticien – Banque Mondiale

ANNEXE :

EXTRAIT DES REFERENCES DE
AFRICONCONSULT s.a.

I - NOTRE CARTE D'IDENTITÉ

| | |
|--|--|
| <i>Dénomination sociale</i> | AFRICONCONSULT s.a. |
| <i>Forme juridique</i> | Société anonyme au capital social de 10 000 000 F CFA |
| <i>Adresse du siège social et des bureaux</i> | 39, Avenue Georges Pompidou B.P. 3776 DAKAR, SÉNÉGAL |
| <i>Administrateur général</i> | M. Serigne Mbaye THIAM, Diplômé d'Expertise comptable de l'État français, Diplômé de l'École supérieure de Commerce et d'Administration des Entreprises (Sup. de Co.) Rouen, France |
| <i>Tél.</i> | (221) 822 37 38 |
| <i>Fax</i> | (221) 823 18 43 |
| <i>E-mail</i> | <u>acl@sentoo.sn</u> |
| <i>N° de registre de commerce</i> | 98-B-767 |
| <i>N° d'identification nationale des entreprises et associations</i> | 0258691 |
| <i>N° d'identification aux taxes indirectes</i> | 2.01.203880/E |

NOTRE AMBITION

**prouver qu'un cabinet africain,
composé de consultants bien formés et compétents,
peut offrir des prestations de standard international,
avec en plus une bonne connaissance du contexte socioculturel africain**

NOTRE CREDO

Indépendance, compétence et rigueur

II - NOS RÉFÉRENCES

AFRICONCONSULT s.a. est un bureau d'études nouvellement créé mais déjà riche et mûr du haut niveau de formation et de l'expérience multiforme, acquises par son personnel de direction et ses consultants dans des cabinets, entreprises, organismes, internationaux, instituts de formation, administrations, institutions de l'État et collectivités locales décentralisées.

Quelques-unes de nos références en études déjà menées

- Mise en place et monitoring des programmes d'appui au secteur privé et à la promotion de l'emploi
- Formulation de stratégie de micro-crédit, diagnostic institutionnel et organisationnel d'organisations paysannes, définition de stratégie de fundraising (mobilisation de financement)
- Élaboration d'un cadre méthodologique d'évaluation des ressources sauvages au Sénégal
- Étude de faisabilité de projets de mise en place de fermes laitières et de production agricole, analyse des prix des productions agricoles et des revenus
- Programme d'investissements et plan financier pluriannuel.
- Harmonisation, définition et mise en place de structures tarifaires
- Diagnostic organisationnel et de systèmes d'information de gestion et élaboration de plan d'actions
- Organisation comptable et financière, mise en place de systèmes de gestion et de contrôle, élaboration de manuel de procédures
- Stratégie de développement commercial et de positionnement concurrentiel
- Plan de développement des ressources humaines, plan social de départs négociés, ajustement quantitatif et qualitatif des effectifs
- Études économiques et financières.

Quelques-unes de nos références par secteurs d'activités, entreprises et organisations

✓ Organismes et projets de développement, ONG et appui au développement à la base

USAID, PNUD, BIT, Banque mondiale, CARITAS, Fondation rurale de l'Afrique de l'Ouest (FRAO), Union internationale pour la Conservation de la Nature, Association Eau Vive (ONG française), AGETIP, NOVIB (Hollande), Association des Artisans du Sénégal, Programme de Développement intégral de la Moyenne Casamance (PRIMOCA), Fonds d'Équipement des Nations Unies (FENU), etc.

✓ Agriculture, agro-alimentaire et pêche

SONAGRAINES et NOVASEN (sociétés de collecte et de distribution de semences d'arachides), Caisse de Péréquation et de Stabilisation des Prix (distribution de céréales), Armement (de pêche) Y. CARTON, SONACOS (Industrie, huilerie), AGRIFA (agro-industrie), etc.

✓ Ports et transports maritimes

- Association de Gestion des Ports de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (AGPAOC)
- Port autonome de Dakar (Sénégal)
- Office national des Ports du Cameroun
- Port autonome de Cotonou (Bénin)
- ENAPOR (Cap Vert)
- Port de Pointe Noire (Congo)
- Office des Ports et Rades du Gabon
- Plusieurs missions d'études effectuées dans la quasi-totalité des vingt (20) ports membres de l'AGPAOC
- Desserte maritime Dakar-Ziguinchor

✓ Communication et systèmes d'information

TELEPORT-SÉNÉGAL (société de services informatiques), Radio Télévision du Sénégal (RTS), Centre de Calcul informatique de l'Université Cheickh Anta DIOP de Dakar, SBI (Bureautique et informatique), Multimédia Bureautique Finance, Panafrican System Production (PSP), etc.

✓ **Instituts de formation**

Centre africain d'Études supérieures en Gestion (CESAG), Institut supérieur de Management (ISM), Institut supérieur africain pour le Développement de l'Entreprise (ISADE), Centre de Formation professionnelle des Assurances (CFPA), etc.

✓ **Urbanisme, habitat et autres**

Coopération technique allemande (GTZ) et Fondation Droit à la Ville, SN-HLM (société de construction, de location et de vente de logements), SCAT-URBAM (société d'aménagement de terrains), SOTEXKA (industrie textile), SPIA (industrie chimique), SOCARE (courtage d'assurance)